



## POSTULAT URGENT

**Auteur** Grégory Logean, UDC, Aron Pfammatter, Die Mitte Oberwallis, Christian Gasser, SVPO et Vincent Roten, Le Centre

**Objet** Loups : ne pas se laisser intimider et poursuivre la régulation !

**Date** 11/12/2023

**Numéro** 2023.12.443

### **Actualité de l'événement**

Dans les Grisons, la chasse au loup vient d'être stoppée par un recours des organisations pro-loups selon une information communiquée ce week-end et reprise dans la presse dominicale. Selon ces mêmes sources, un tel recours pour le Valais serait en préparation dans le courant de la semaine.

### **Imprévisibilité**

La décision qui vise à stopper la régulation préventive des meutes de loups dans les Grisons n'était pas prévisible tout comme les démarches annoncées pour le Valais.

### **Nécessité d'une réaction ou d'une mesure immédiate**

Depuis le 1er décembre 2023, la régulation préventive des meutes de loups est autorisée jusqu'au 31 janvier 2024. Le Valais a obtenu le droit de réguler sept meutes de loups dans ce délai. Un arrêt abrupt de l'opération serait dommageable à notre agriculture de montagne ainsi qu'à notre faune.

"La concentration de meutes de loups dans certaines régions européennes est devenue un réel danger pour le bétail et, potentiellement, pour l'homme". Cette récente affirmation de la Présidente de la commission européenne témoigne de la prise de conscience au plus haut niveau de la politique européenne sur la nécessité d'agir en matière de régulation des meutes de loups. "J'invite les autorités locales et nationales à prendre les mesures qui s'imposent. En effet, la législation européenne actuelle leur permet déjà de le faire", a encore indiqué Ursula von der Leyen.

C'est précisément ce qu'a fait le Conseil fédéral par l'intermédiaire du Chef du DETEC Albert Rösti en mettant en oeuvre, pour une durée limitée, les dispositions d'exécution d'une première partie de la modification de la loi sur la chasse (LChP) décidée par le Parlement en 2022 et qui permettent une régulation préventive des meutes de loups.

Pour rappel, en 2020, la Suisse comptait 11 meutes et un peu plus de 100 loups. Aujourd'hui, les meutes confirmées sont au nombre de 32 pour environ 300 loups. En parallèle, le nombre d'attaques d'animaux de rente par le canidé s'élevait à 446 en 2019 et à 1480 en 2022.

Dans ce contexte où la nécessité d'agir est clairement démontrée par le fait de la croissance exponentielle des populations de loups, nous ne pouvons que dénoncer l'attitude de certains milieux pro-loups qui tentent par différents moyens d'interrompre une régulation pourtant indispensable et conforme aux nouvelles dispositions légales.

Face aux démarches communiquées ce week-end par certaines organisations pro-loups, le canton du Valais ne doit pas se laisser intimider et poursuivre la régulation des meutes de loups.

En effet, selon notre appréciation, il apparaît que l'accord de l'OFEV est un acte interne à l'administration qui ne peut faire l'objet d'un recours. C'est la décision des cantons qui peut faire l'objet d'un tel recours et ce sont les cantons qui peuvent décider, sur la base du droit cantonal, de retirer l'effet suspensif à un recours. C'est notamment ce qui a été prévu en Valais.

### **Conclusion**

Le présent postulat urgent demande au Conseil d'Etat d'étudier toutes les possibilités juridiques, légales et politiques qui permettent de poursuivre la régulation nécessaire des meutes de loups au regard des considérations qui précèdent.